



Yvan SACHOT
éleveur vendéen et
membre de la
commission lait de la CAB

“L’herbe est toujours plus verte dans le champ du voisin”

Qui, un jour, n’a pas eu ce ressenti ?

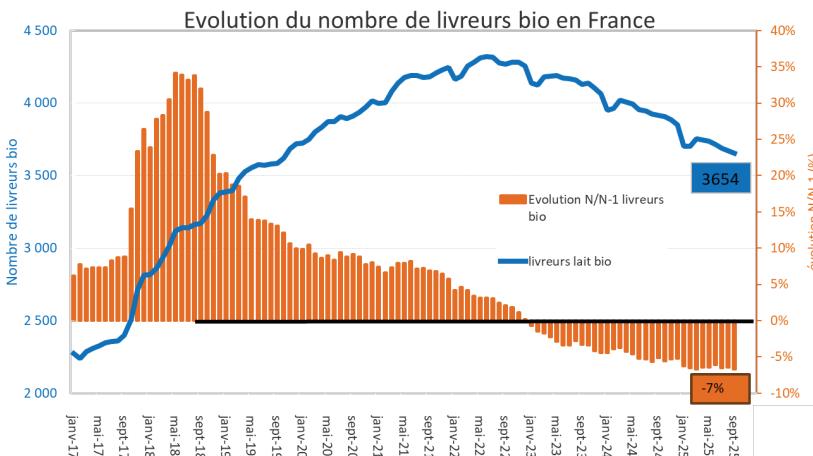
Durant l’année 2025, la poursuite du désengagement des exploitations bio vers le système conventionnel s’est confirmée. Un écart des prix entre les deux systèmes qui n’a jamais été aussi proche explique le revirement de ces éleveurs. Leurs bio désemparés ou dans l’incertitude. Ce qui peut paraître un choix judicieux financièrement peut s’avérer être aussi un pari risqué. En effet, sur le marché du conventionnel, on constate déjà la baisse du prix du beurre conjuguée à la mozzarella, une production laitière mondiale soutenue et une diminution des importations chinoises. Ces facteurs pourraient mettre le prix du lait conventionnel sous pression pour cette nouvelle année. A l’inverse, après quatre années atones, le visage de la filière bio s’éclaire avec la reprise de la consommation des produits laitiers bio en magasins spécialisés (+ 10 % en volume depuis 2023, source AGRIAL) précurseur d’un probable regain en GMS. Sur dix mois, le prix du lait bio payé aux producteurs a progressé de 20€ (source France Agri Mer). En 2026, les perspectives sont à la hausse pour le prix du lait bio, marché relativement épargné des événements mondiaux.

Avoir fait le choix de devenir un jour producteur.trice laitier bio, c’est avoir des convictions comme le respect de l’environnement, une alimentation et une eau de qualité, de la biodiversité, une absence d’OGM, etc. Même si parfois le chemin est semé d’embûches et que des producteurs.trices envisagent d’arrêter la bio pour un retour vers le conventionnel, les GAB, les CIVAM de la région et la CAB peuvent assister ou aiguiller ces producteurs.trices qui sont inquiets pour l’avenir.

Bonne lecture et meilleurs vœux pour 2026.

CONJONCTURE NATIONALE

COLLECTE : ACCÉLÉRATION DE LA BAISSE DE FERMES BIO ET CONCENTRATION DANS LE GRAND OUEST



Septembre 2025

3 654 livreurs bio,

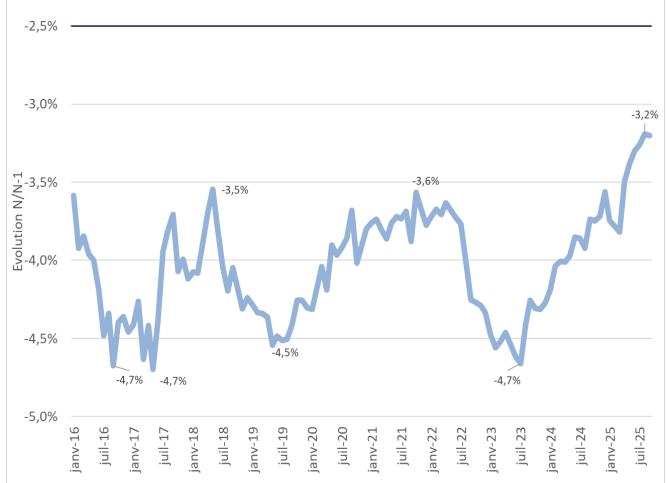
-6% par rapport à 2024.

-15% de livreurs depuis juin 2022 (-600)

Plus bas niveau depuis 2019

Evolution du nombre de livreurs de lait en France

Comparaison mois M de l’année N / mois M de l’année N - 1
Source: CNIEL d’après FranceAgriMer

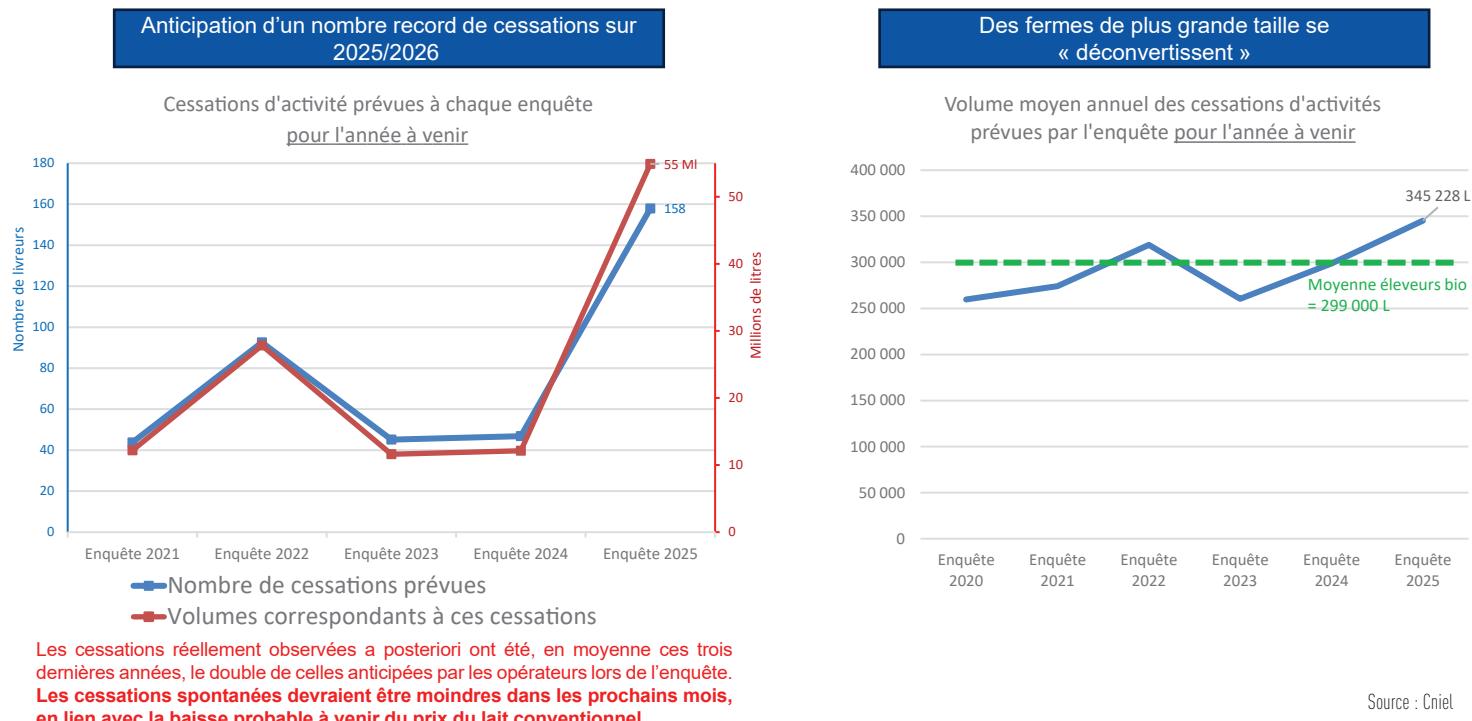


A septembre 2025 sur une année glissante, nous atteignons 1.13 milliards de litres collectés. Le Grand Ouest représente environ 60% de la collecte bio française (les trois régions du Grand Ouest ont perdu moins de 10% de livreurs depuis 2022, contre près de 20% dans les régions du nord et de l’Est).

Les volumes par ferme sont en légère hausse en bio. En Pays de la Loire cela représente en moyenne plus 360 000l par ferme. On constate une polarité croissante de la productivité entre les systèmes conventionnels et les systèmes bio.

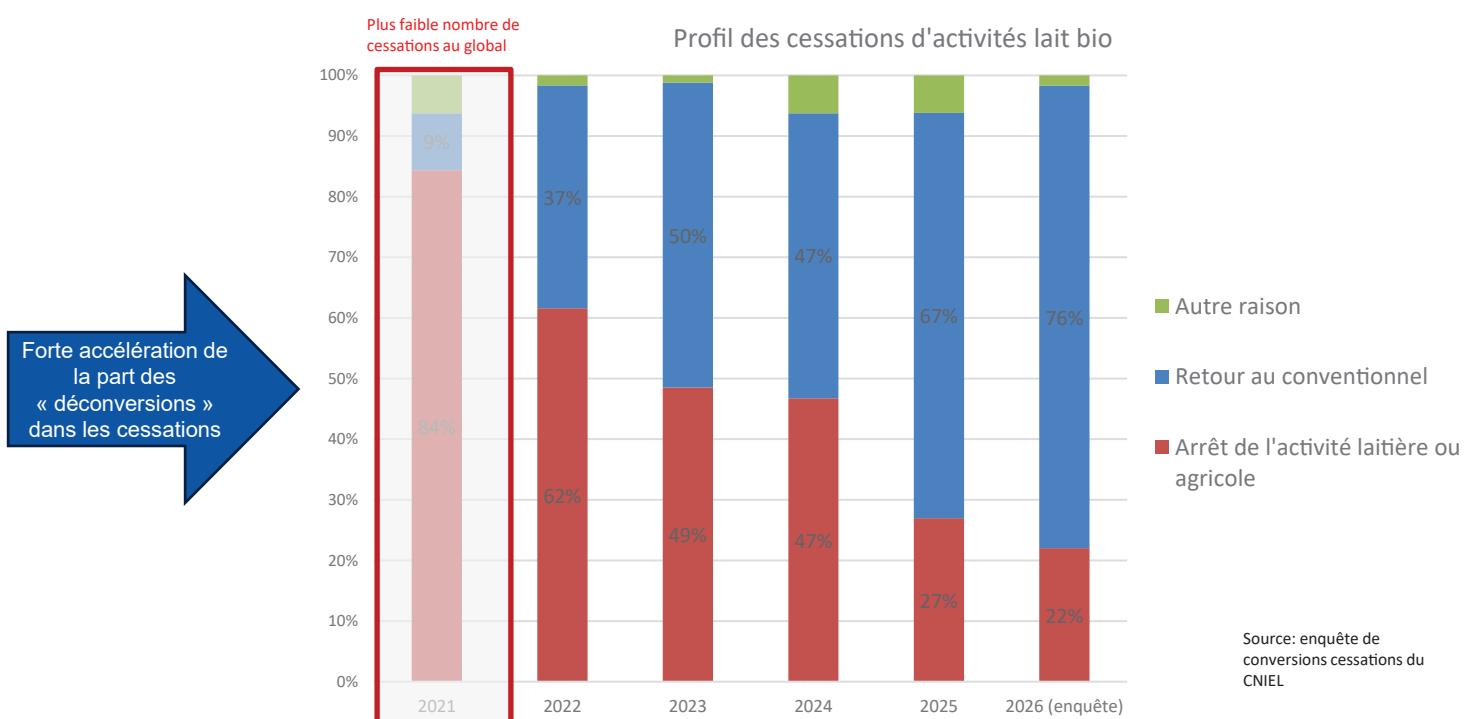
BILAN ET PROJECTION DE L'ENQUÊTE DE CONVERSION/CESSATION CNIEL

L'enquête CNIEL annonce une année 2025-2026 avec un record de cessations prévues : environ - 160 fermes, soit - 55 millions de litres potentiels. Il faut rester très prudent avec cette donnée car l'enquête a été réalisée au moment où le prix du lait conventionnel était encore haut.



FORTE ÉVOLUTION DANS LE PROFIL DES CESSIONS D'ACTIVITÉS

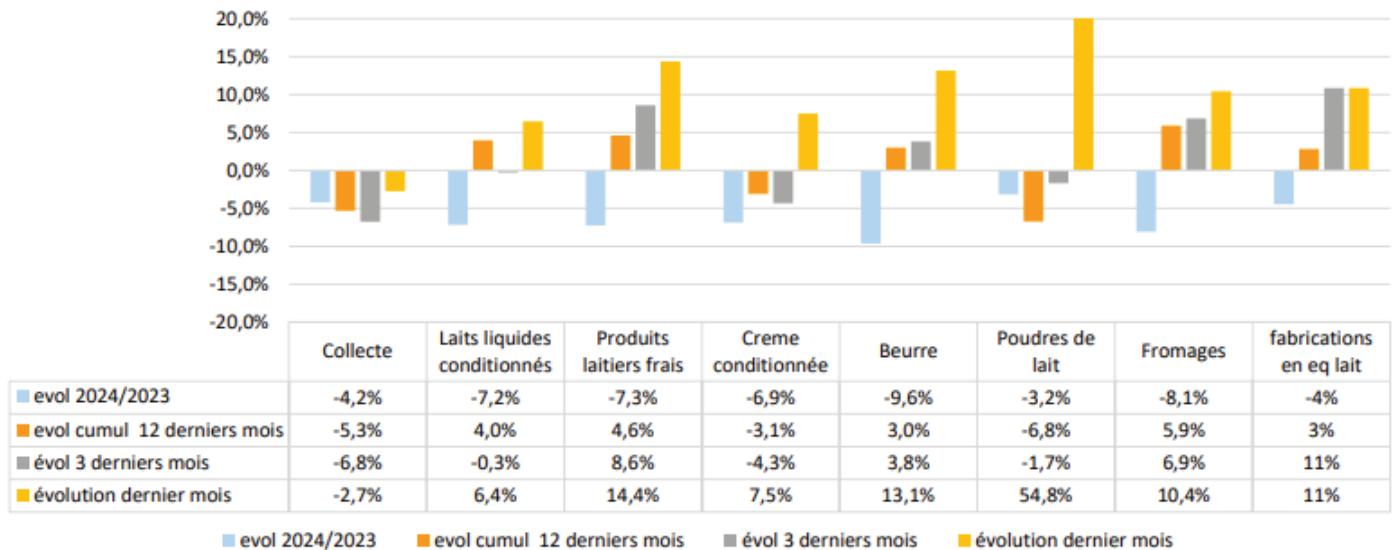
On remarque une évolution des cessations d'activités vers un retour au conventionnel. En 2025, nous serions à une estimation de 67% pour les cessations d'activités qui retourneraient en conventionnel, alors qu'en 2022 ce chiffre était à 37%. En 2026, les estimations seraient à 76%. Ce chiffre pourra évoluer en fonction du prix du lait conventionnel.



REPRISE DES FABRICATIONS DANS LA PLUPART DES CATÉGORIES

On constate une évolution positive des fabrications sur la période de septembre 2025. Il faut rester prudent sur ces tendances mais le constat est là et est en cohérence avec les ventes. On peut remarquer une forte progression de la poudre de lait (qui serait liée à un manque de matières grasses).

Evolution fabrications produits laitiers bio entre 2023 et 2024 et à septembre 2025



Source : Cniel

UN RENFORCEMENT DU MANQUE DE MATIÈRE GRASSE DANS LA FILIÈRE ?

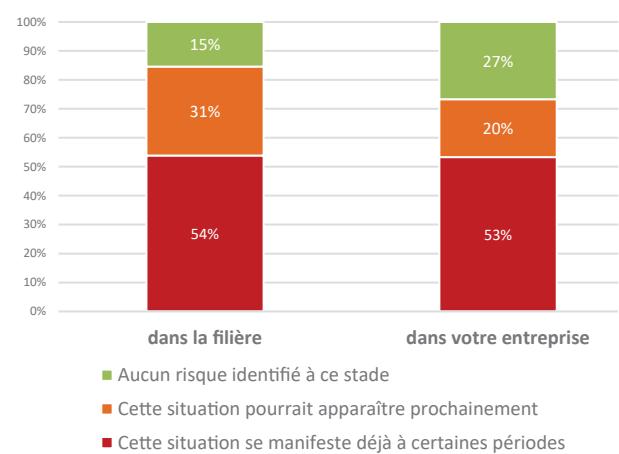
Le CNIEL a réalisé une enquête sur les manques de pénurie de matières grasses bio dans les prochains mois. Il en ressort que :

- La filière lait bio se caractérise par un déséquilibre matière importante
- Le manque de marché sur la matière protéique désincite parfois à écrêmer le lait bio pour le valoriser en beurre et en crème bio : le lait entier est alors déclassé avant entrée usine
- Malgré la persistance d'excédents dans la filière, notamment sur la matière grasse, des tensions d'approvisionnement en beurre et en crème bio sont observées à certaines périodes de l'année

En juin 2025, plus de la moitié des laiteries ayant répondu à l'enquête (53 %) ont déclaré avoir déjà été confrontées à cette situation de pénurie au cours de l'année écoulée, et 20 % estiment qu'elle pourrait survenir prochainement avec la baisse de production.

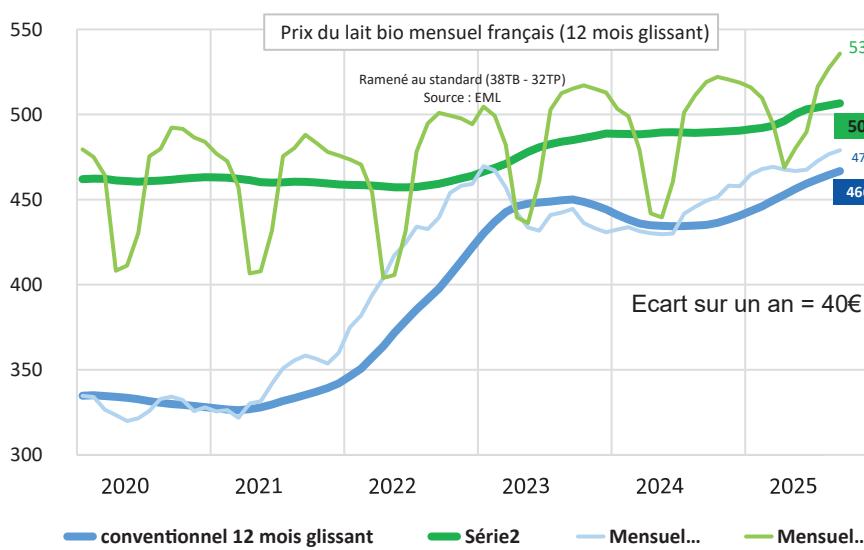
Lors de la dernière commission bio du Cil Ouest de novembre 2025, les laiteries ont exprimé ce constat.

Estimez-vous qu'un risque de pénurie de matière grasse bio pourrait se poser à court ou moyen terme (2025/2026) ?



Source : Cniel

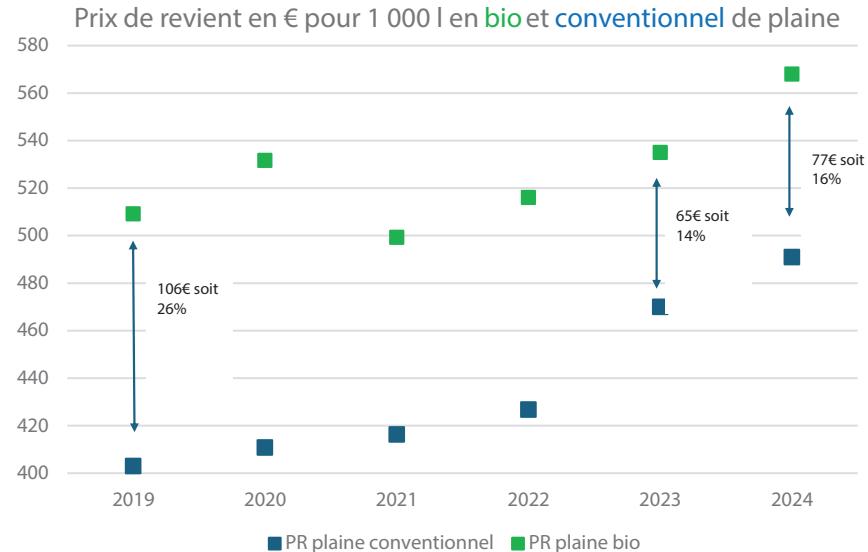
LÉGÈRE HAUSSE DU PRIX DU LAIT BIO



Un écart de prix entre bio et conventionnel très faible, mais qui pourrait de nouveau se creuser avec la baisse à venir des cours du beurre poudre.

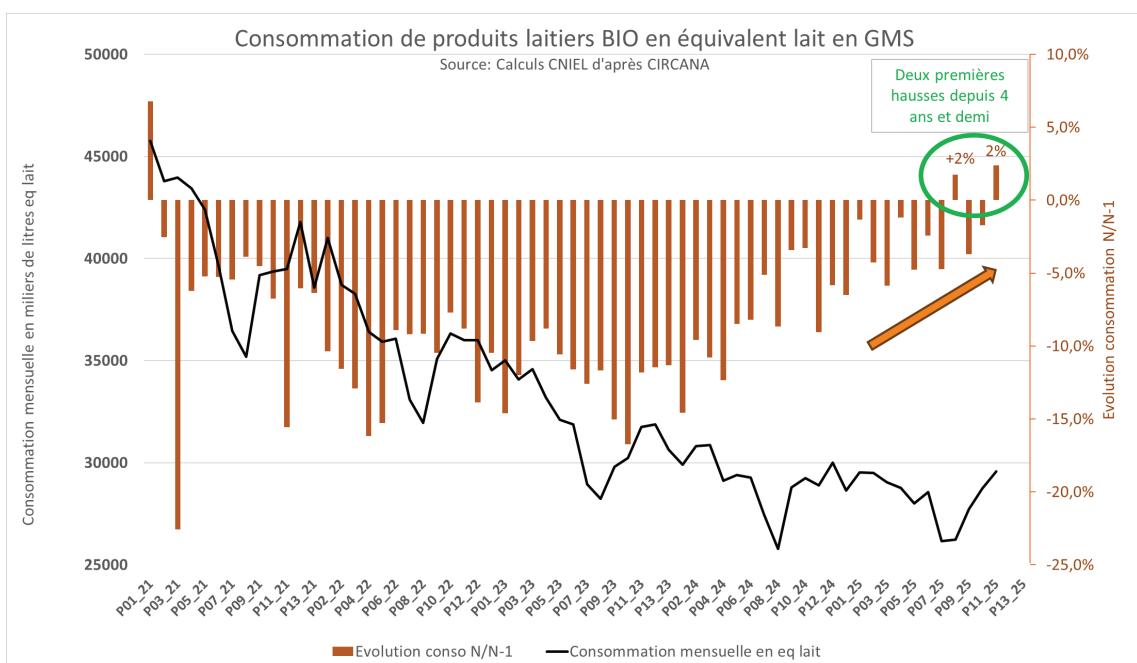
ÉCART DE PRIX DE REVIENT BIO/CONVENTIONNEL

L'écart s'est creusé légèrement en 2024 (77€ d'écart entre bio et conventionnel), mais cela reste bien inférieur à ce qu'il était avant la crise inflationniste (autour de 100€). Les raisons de cette légère évolution : une baisse de productivité de la main d'œuvre, qui engendre une moindre dilution des charges fixes (2023 : 179 000 l par UMO et 2024 : 173 000 l par UMO).



Source : observatoire des coûts de production Idéle publié par le Cniel

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 4 ANS LA CONSOMMATION DE PRODUITS LAITIERS BIO EN GMS REPASSE DANS LE VERT



Entre 2022 et 2023 la consommation de produits laitiers bio diminuaient chaque année de - 11%. Entre 2023 et 2024 la baisse continuait mais de façon moindre. Et en 2025 certaines périodes ont été positives dont le mois d'octobre avec + 2% vis-à-vis de 2024.

Il y a besoin d'une stabilité politique pour favoriser la consommation de produits bio, mais aussi un engagement fort des politiques dans le soutien de la bio. La loi Duplomb a permis de donner un coup de pouce dans la dynamique de consommation des produits bio, mais il faut rester prudent.

Progression des ventes en volumes par segment de produits laitiers bio entre 2024 et 2025

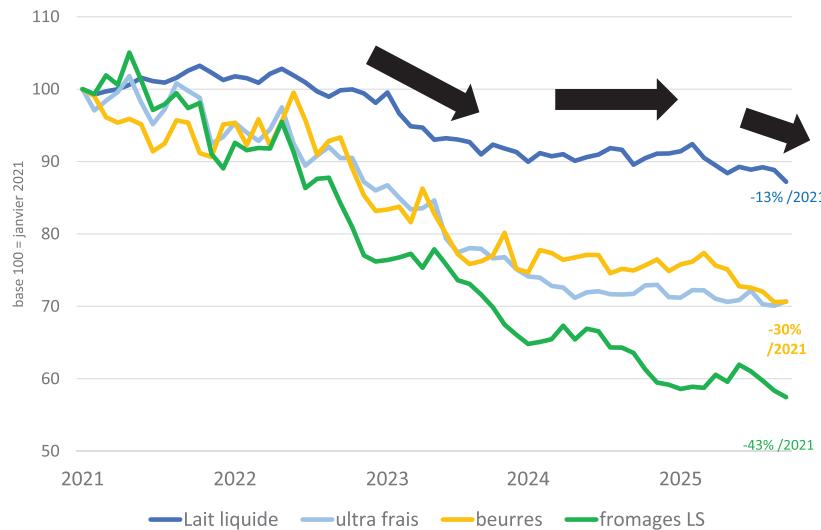
Ventes volumes par produits à P10 2025	Evolution cumul 2025/2024	Evolution P11 (octobre)
Beurre bio	-5,2%	-1,8%
Lait liquide bio	-4,3%	+1,2%
Fromages bio	-3,6%	+3,6%
Crèmes bio	+0,6%	+4,6%
Ultra-frais bio	+2,2%	+8,6%

L'ultra frais bio (yaourts et desserts lactés) est le segment qui progresse le mieux + 8.6% pour la période d'octobre 2025 vis-à-vis d'octobre 2024 et + 2.2% du cumul de l'année entre 2024 et 2025.

Source : Cniel/CIRCANA

LE NOMBRE DE RÉFÉRENCES BIO REPART À LA BAISSE

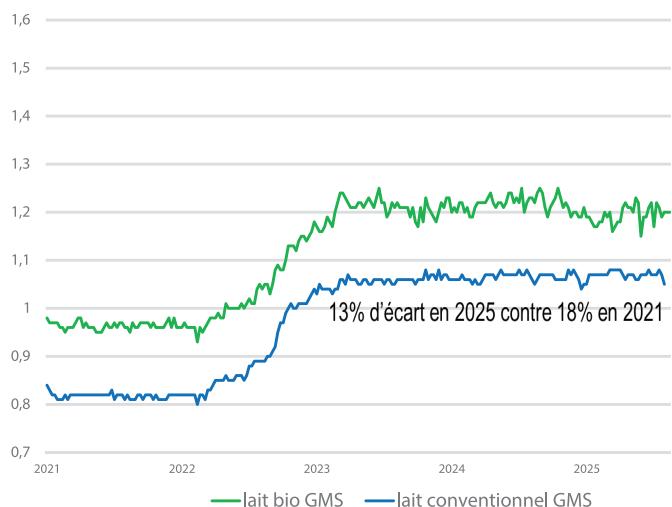
Nombre de références de produits laitiers bio
Source: CNIEL d'après CIRCANA



Le rythme de baisse du nombre de références bio avait nettement ralenti depuis 2024. Elle repart néanmoins à la baisse depuis plusieurs mois. Une évolution de la demande à la référence qui varie selon les produits. L'ultra frais a tendance à se maintenir alors que les références en fromages libre-service sont moins demandées.

LÉGÈRE CONVERGENCE DES PRIX BIO VS DU CONVENTIONNEL SUR LE LAIT EN GMS

Prix du lait en rayon en GMS en France
Source: CNIEL d'après RNM



Nous sommes passés en 2021 à un écart de prix bio/conventionnel de 18 % à 13% en 2025. Il y a un rapprochement des prix du lait en grandes et moyennes surfaces.

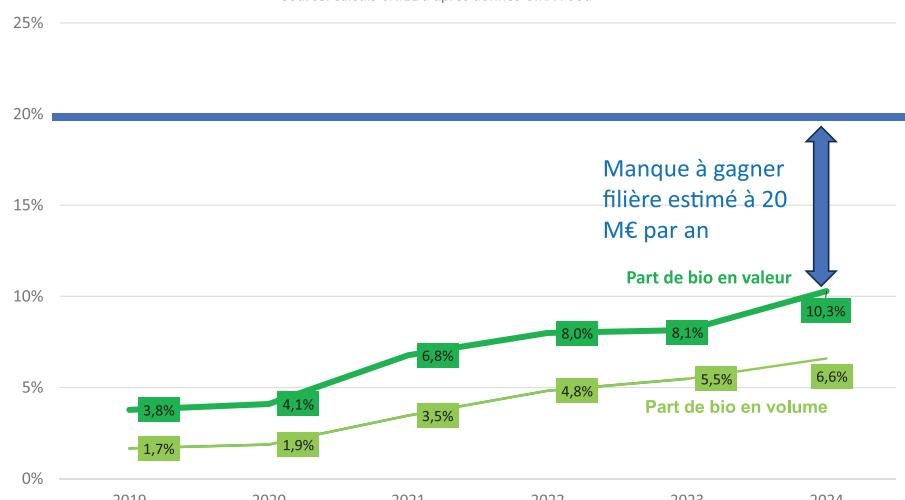
LA PART DE BIO EN RESTAURATION COLLECTIVE PROGRESSE DE NOUVEAU

Cette évolution demeure loin de l'obligation dictée par la loi EGAlim. A ce rythme de progression, la loi EGAlim ne sera respectée qu'en ... 2034.

Ce sont les yaourts qui tirent les ventes en RHD.

Part du bio dans la restauration collective (%)

Source: calculs CNIEL d'après données GIRA Food



Seuil minimal obligatoire EGAlim

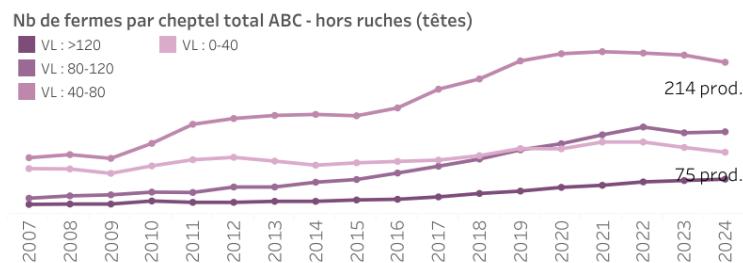
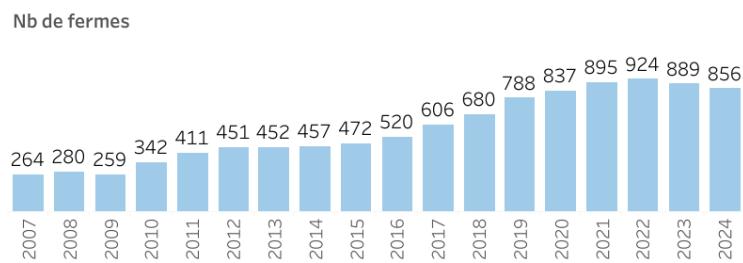
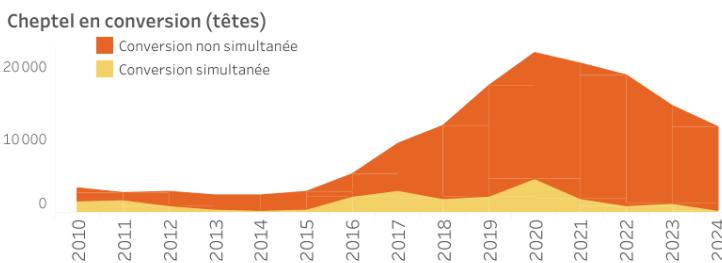
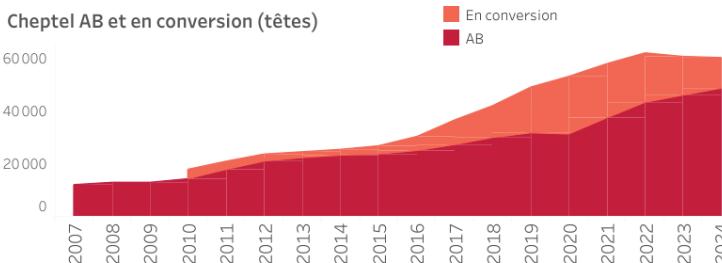
Volume lait bio absorbé toute restauration collective = 70 MI
Si application effective loi EGAlim par tout le monde : environ 100 millions de litres de potentiel supplémentaires seraient absorbés***, ce qui représente un manque à gagner de 20 millions d'€ par an pour la filière laitière bio

*** pour une moyenne finale autour de 25% de produits laitiers achetés en bio, et une hypothèse de montée en puissance de la part du fromage, qui amènent + de volume eq lait que l'UF à valeur donnée

OBSERVATOIRE REGIONAL LAIT BIO : état des lieux des fermes au second semestre 2025

Synthèse des données de l'Observatoire national de l'AB (ONAB) – Agence Bio

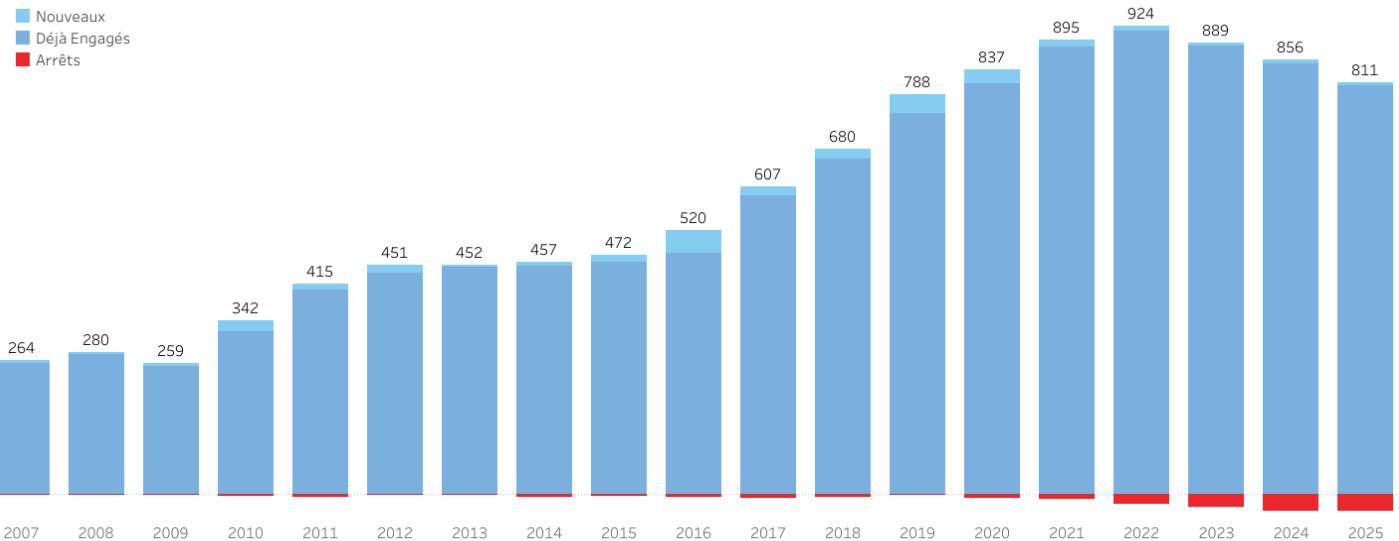
RECOL DES FERMES EN VACHES LAITIÈRES ET STAGNATION DU CHEPTEL LIGÉRIEN DEPUIS 2022



On remarque une petite évolution du profil des fermes. Les fermes avec plus de 80 vaches et de 120 vaches progressent vis-à-vis des fermes avec moins de 80 vaches. Cette situation permet un maintien du cheptel depuis 2022.

POURSUITE DE LA BAISSE DE FERMES EN VACHES LAITIÈRES EN 2025 AU 31/10

Entre 2024 et 2025, les Pays de la Loire auraient perdu 45 fermes.



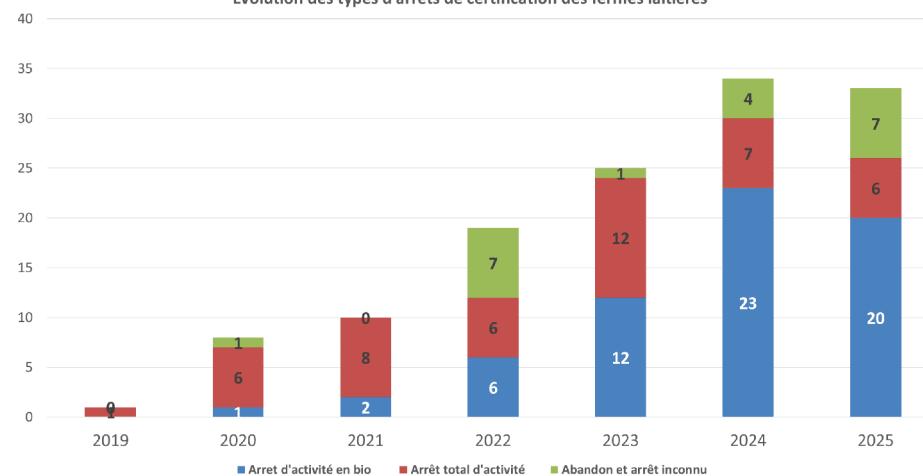
DES ARRÊTS CAUSÉS MAJORITYENEMENT PAR DES DÉ-CERTIFICATIONS

On constate comme au niveau national une augmentation de décertifications depuis 2022.

Il faudrait identifier le profil des décertifications, est-ce que ce sont plus des fermes qui ont eu une conversion simultanée et non simultanée ? Est-ce que ce sont plus des fermes qui ont conservé les terres en bio et les animaux en conventionnel ?

On peut remarquer que les décertifications sont moins importantes dans le grand ouest, car il existe une dynamique collective.

Evolution des types d'arrêts de certification des fermes laitières



ACTIONS DANS LE RESEAU CAB/GAB/CIVAMBI053

DES RENCONTRES BILATÉRALES AVEC DES COLLECTEURS SONT EN COURS

Le réseau CAB/GAB/CIVAMBI053 a rencontré Biolait en octobre dernier. D'autres rencontres sont programmées en début d'année avec LSDH, Lactalis, Agrial, St Père, Bel.

Une synthèse sera réalisée de ces différentes rencontres.

RETOUR DE LA RENCONTRE RÉGIONALE LAIT BIO DU 11 DÉCEMBRE

Une trentaine de personnes était présente à la rencontre régionale avec la présence d'éleveurs et d'éleveuses du réseau, des salariés du réseau, des organisations de producteurs, une laiterie, un représentant de la DRAAF, des représentants de centre de gestion et des structures d'accompagnement agricole.

Le matin, l'accent a été mis sur des interventions autour de l'accompagnement de la filière laitière bio en Pays de la Loire dans son développement. L'après-midi a été consacré à 2 ateliers sur les transmissions et les installations et sur la santé animale face à l'augmentation de la pression sanitaire. Des actions en sont ressorties pour l'année 2026.

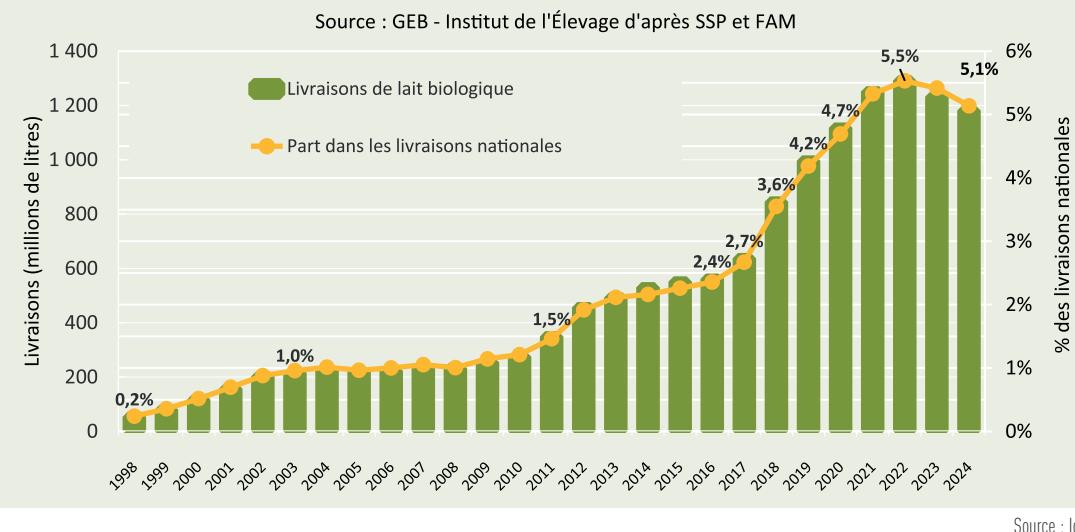


Retour en image de la rencontre régionale lait bio

Le lait bio en France : évolutions et enseignements

D'un segment confidentiel à une production qui a pris sa place

Evolution des livraisons de lait biologique et de leur part dans le total des livraisons nationales

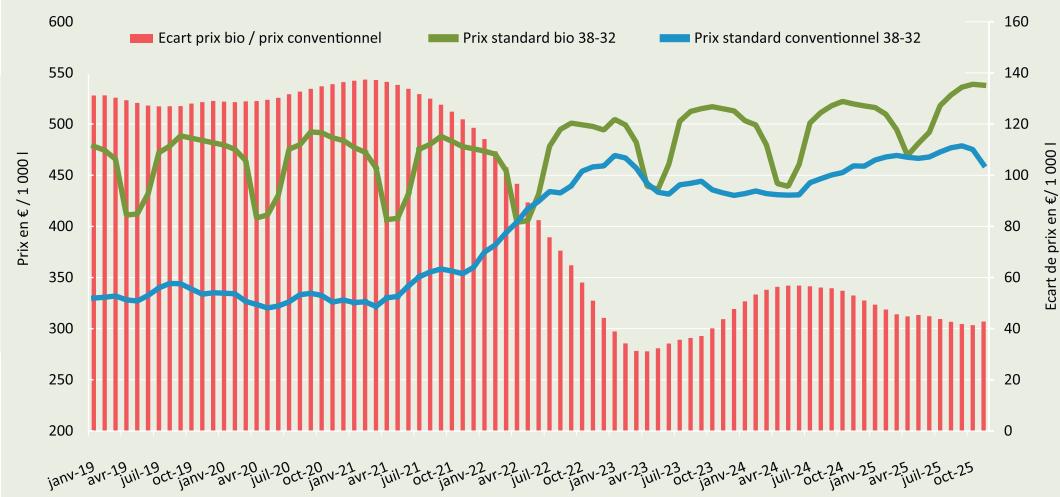


Il y a eu une perte de 15% des livreurs entre juin 2022 (4320 livreurs) et septembre 2025 (3650 livreurs). 9,1% des livreurs sont bio.

Une filière marquée par une faible variabilité interannuelle du prix du lait en comparaison au conventionnel

Prix du lait standard conventionnel et biologique en France

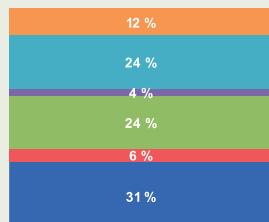
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAM



Cet écart de prix entre bio et conventionnel s'est réduit courant de l'année 2022 (lié à l'inflation). La tendance commence à s'inverser depuis la fin de l'année 2025.

Ventilation des fabrications (en MSU) de produits laitiers bio en 2024

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FAM



■ Lait liquide ■ Crèmes conditionnées ■ Beurre ■ Poudres conditionnées ■ Fromages ■ ultra-frais

Source : Idele

Il y a une sous-représentation des fromages en bio vis-à-vis du conventionnel (32% en conventionnel et 24% en bio). La consommation du lait liquide diminue depuis plusieurs années bio et non bio (-23% en 10 ans). Le lait liquide a une faible valorisation.

Ventilation des ventes aux ménages de produits laitiers bio en 2024 (en valeur)

62 %

23 %

0 %

14 %

■ Distribution généraliste
■ Distribution spécialisée bio
■ Artisans, commerces
■ Vente directe

Source : Idele

Un marché du lait bio étroit dominé par la distribution généraliste

Une distribution dominée par les magasins généralistes (62%), ce qui invite à diversifier les circuits de vente et les valorisations.

Les produits sont essentiellement consommés à la maison 90% et seulement à 10% en restauration hors domicile.

Une filière lait bio française indépendante des marchés mondiaux mais qui évolue en réaction à la filière lait conventionnel.

Comprendre la déprise laitière

Cette étude a déjà été présentée dans la dernière lettre filière de la CAB.

Globalement, il y a une baisse de la collecte laitière en France (sauf en 2024 et 2025 tiré par le prix du lait conventionnel). Les stratégies diffèrent selon les laiteries dans leur développement de la collecte (maintien de la collecte, développement ou réduction) :

- attractivité du prix du lait pour garder ses éleveurs voire en attirer d'autres,
- orientation vers les alternatives végétales,
- réduction de la fabrication de produits industriels à faible valeur ajoutée (France pas compétitive) : réduction collecte, fermeture outils, réorientation vers des fabrications à plus forte valorisation.

Les participants constatent une spécialisation des territoires de la production laitière (beaucoup vers le grand ouest), une intensification des systèmes avec plus de capital (entre 2023 et 2025 + 70 000€ de capital par unité de main d'œuvre (référentiel Civam)) ce qui ne va pas favoriser les installations. On voit une pression foncière sur certains territoires avec une augmentation des investissements et des surfaces par ferme. Aussi on voit le développement du salariat agricole. Autre point, les systèmes conventionnels ont de grosses annuités (83% de l'EBC). Il y a eu des départs à la retraite qui ont été différés entre 2024 et 2025 qui pourraient s'accélérer en 2026 si le prix du lait conventionnel confirme sa chute.

Les conditions à réunir pour maintenir une dynamique laitière sur un territoire :

- La production fourragère : contexte pédoclimatique qui permet une autonomie fourragère (quantité et qualité), le foncier : la disponibilité, la qualité du parcellaire, le prix (concurrence entre activités).
- La main d'œuvre : les compétences pour assurer les différentes tâches (traite, conduite du troupeau, gestion...), des ressources disponibles : astreinte, remplacement, renouvellement des actifs.
- Un client, un contrat : zone de collecte des laiteries, avec des perspectives affirmées pour décider les investissements à venir.
- La valorisation du produit : la rentabilité de l'atelier lait, suffisante pour diminuer l'astreinte en automatisant, en embauchant.
- Environnement professionnel et commercial : appui de compétences (voisins, entraide, conseil....), services (vétérinaire, Insémination artificielle, maintenance des équipements....).

Le regard des acteurs sur la filière lait bio – étude Basylic (avenir des systèmes bovins lait bio)

Les menaces qui pèsent sur la filière lait bio

Saisir les opportunités pour le lait bio

Un logo AB qui souffre d'une perte de sens et de visibilité

Contraintes structurelles et logistiques

Incertitude sur la capacité de conversion

Risque de pénurie de lait bio

Reconquérir des consommateurs déjà sensibilisés et en séduire de nouveaux

Retour des préoccupations environnementales et sanitaires

Restauration collective. Enfants/ambassadeurs

Donner une orientation claire aux produits laitiers bio

Il y a besoin d'assurer l'approvisionnement en bio face aux défis de production, renforcer la différenciation des produits laitiers bio, redonner du sens au lait bio en communiquant autrement et repenser le rôle des politiques publiques.

La principale question qui ressort de la part des participants est la compatibilité des systèmes conventionnels actuels à passer en bio.

Et quels regards des consommateurs sur les élevages laitiers bio et les produits laitiers bio ?

- Le label bio reste un repère fort et reconnu, mais son sens s'effrite.
- Le local est perçu comme plus concret, plus fiable et plus humain.
- Les achats de produits laitiers bio sont partiels et réfléchis. Le prix est un frein majeur surtout si la plus-value n'est pas comprise.
- Les consommateurs arbitrent entre convictions, doutes et contraintes du quotidien.
- Il y a un besoin fort de pédagogie, de clarté et de preuve : communication sincère, claire, incarnée et non marketing.

Retour de l'atelier santé animale face à l'augmentation de la pression sanitaire

Tout d'abord, les participants se sont exprimés sur comment ils étaient touchés par la FCO, la MHE et aussi par la DNC ?

On constate une progression de ces maladies face au changement climatique et la situation risque de se développer. Selon les personnes, il peut y avoir des disparités du comment on reçoit cette pression sanitaire. Certaines ont été très affectées et d'autres prennent plus de distance avec cette pression sanitaire, même si la DNC a eu des impacts plus importants (abattage total de cheptels hors de la région mais qui touche). Cela rajoute de la charge mentale. Le bilan, une bonne partie des fermes ont été impactées de façon plus ou moins importante. On constate des animaux avec des symptômes (perte de fertilité, baisse de production laitière, problèmes cutanés, problèmes de boiterie, problèmes neurologiques, ...). Il y a une difficulté à identifier précisément la maladie car les prises de sang ne sont pas faites systématiques. Le sujet est complexe car il n'y a pas de stratégie claire. Des questions se posent sur vacciner ou pas ? Quelles solutions sans les antibiotiques ou sans les insecticides ? Les éleveurs et les éleveuses peuvent se sentir seuls face à des décisions.

Quelles solutions face à cette pression sanitaire ?

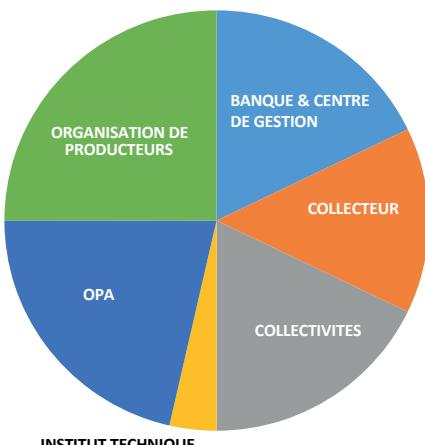
- Organiser un webinaire courant du 1^{er} trimestre 2026 pour s'acculturer au sujet de la pression sanitaire avec des intervenants (vétérinaire, éleveur ou éleveuse, scientifique, ...). Ce webinaire serait ouvert largement : éleveurs et éleveuses, collecteurs, institut technique, institut de recherche, GDS, ...
- Les participants proposent d'étudier les trajectoires de fermes non impactées par la MHE ou la FCO post crise
- Décliner l'enquête sur l'impact de la FCO dans les élevages bio rédigée par la FRAB Bretagne et l'élargir aux maladies liées à la pression sanitaire. Celle-ci pourrait servir du point de base pour ensuite en faire un suivi annuel et mesurer les impacts dans le temps
- Certains éleveurs et éleveuses se sont entourés via les groupes d'échange ou formations autour de l'immunité du troupeau. Par contre, il y a besoin de mesurer et identifier cette immunité, avec quels indicateurs ?
- Des filières ont mis en place des concertations pour gérer la crise sanitaire avec plusieurs acteurs comme par exemple la volaille pour la grippe aviaire, faut-il s'en inspirer ?

ENQUÊTE SUR LES FACTEURS DE TRANSMISSION DES FERMES LAITIÈRES EN BIO

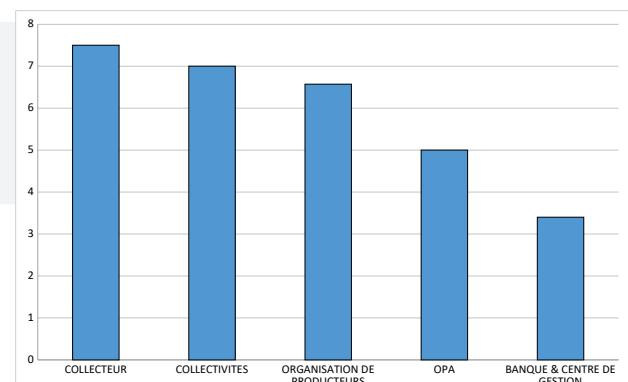
Dans le cadre de l'appel à projet « Avenir de la filière laitière bio en Pays de la Loire », le réseau CAB/GAB/CIVAMBI053 a initié une action autour des facteurs de transmission des fermes laitières en bio. Cette action se décline par une série de rendez-vous entre acteurs de la filière laitière bio en 2025-2026 pour aborder les enjeux, freins et leviers pour le maintien des fermes en lait bio, et aboutir à une vision partagée entre acteurs économiques et institutionnels de la filière dans les Pays de La Loire.

Une enquête a été diffusée auprès des acteurs de la filière pour activer les leviers pour la reprise d'une ferme laitière. Voici une synthèse mettant en valeur les arguments et les leviers pour valoriser une ferme laitière bio au moment de la transmission. 28 personnes ont répondu à l'enquête. Ce sont pour 1/4 des organisations de producteurs, vient ensuite à 21 % les structures d'accompagnement (chambre, Civam, Ciap, Cuma, ...), à 18% les banques, ainsi que les collectivités (bassins versants, ...) et en dernier les collecteurs pour 14 %.

Profil des répondants



Impact de la déprise laitière bio



Est-ce que votre structure se trouve impactée par la déprise laitière bio (10 très impactant et 0 pas impactant) ?

Les collecteurs sont les plus impactés à la déprise laitière bio.



Quels sont selon vous les 5 principales causes de la déprise laitière bio dans les Pays de La Loire ? (1 le plus important et 5 le moins important)

Sans surprise le volet économique est la cause principale sur la déprise laitière bio. Très loin derrière vient le marché.

Causes	Uniquement cité le plus impactant
Économique	17
Consommation / marché	4
Attractivité du métier	3
Soutien à la bio	2
Structuration de la filière	2



Les impacts directs et indirects de la déprise laitière en bio dans les Pays de La Loire ? (ceux uniquement cité en 1^{er} donc le plus impactant)

Les acteurs sont inquiets sur l'évolution d'une ferme laitière bio au moment de la cessation par peur d'un agrandissement, d'une perte de la structure initiale de la ferme. Ils sont également anxieux sur les impacts environnementaux de l'arrêt d'une ferme laitière bio (perte des prairies, de la biodiversité, de la qualité de l'eau, ...).

Impacts directs ou indirects	Cité en 1 ^{er}
Evolution de la structure de la ferme	10
Impacts environnementaux	9
Dynamique territoriale	5
Risque de pénurie de matière première et donc recours à l'importation	2
Raréfaction de matières organiques disponibles sur le territoire	1
Impacts climatiques	1



Ordre d'importance les freins à la transmission des fermes en lait bio (ceux uniquement cité en 1^{er} donc le plus impactant)

L'attractivité du métier est un point cité le plus souvent de fois comme un frein à la transmission d'une ferme laitière bio. Il y a besoin de montrer des exemples où les éleveurs et les éleveuses ont mis l'accent sur les conditions de travail. Vient ensuite, le coût de la transmission qui peut limiter l'installation. Un travail sera nécessaire pour rendre accessible le capital soit en rendant l'outil attractif par les cédants, soit par des démarches collectives et à un renforcement du soutien des pouvoirs publics sur l'installation.

Freins à la transmission des fermes en lait bio	Cité en 1 ^{er}
Pénibilité/Astreinte du métier	10
Le coût de la transmission	9
La pression sur le foncier	5
Faibles revenus	2
Méconnaissance du métier d'élevage par les jeunes	1
Le manque d'anticipation des cédants	1
La difficulté d'accès à des prêts bancaires par les jeunes	1
Méconnaissance de la production en bio par les jeunes	1



Quels sont les trois arguments socio-économiques à mettre en avant selon vous pour une installation en élevage bovin lait bio ?

Les notions économiques reviennent en premier avec des charges opérationnelles mieux maîtrisées, des revenus moyens supérieurs à d'autres productions en bio et une paye de lait régulière. Ces notions sont fondamentales pour une installation sereine et durable.

Arguments socio-économiques installation bovin lait bio	Cité en 1 ^{er}
Charges opérationnelles mieux maîtrisées	9
Revenus moyens supérieurs à d'autres productions en bio	6
Une paye de lait régulière	5
Temps de travail maîtrisable	3
La sécurité d'un contrat laitier	2
Un besoin en trésorerie moins important	2

Il est important de rappeler l'importance de la formation, des groupes d'échange entre pairs pour maîtriser ses charges, être résilient face aux aléas, améliorer ses conditions de travail.

Des participants relataient que certaines banques sont frileuses à accompagner des projets d'installation en lait bio. Un travail est à mener auprès des banques pour les sensibiliser sur l'intérêt de soutenir ce type d'installation.



Quel est votre niveau de confiance concernant la demande de lait bio en France ?

Prudent	12
Confiant	12
Sceptique	2

Les acteurs sont plutôt confiants ou prudents vis-à-vis de la demande de lait bio en France. Seulement 2 acteurs sont sceptiques.

Autrement, nous avons laissé une expression libre aux acteurs, voici ce qui est remonté : le renouvellement des générations est un sujet préoccupant, l'ensemble des élevages herbagers est concerné et pas uniquement en bio.